



Coordination des Collèges des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL



Dans sa nouvelle stratégie, CARE International au Burundi se propose de jouer un rôle de catalyseur et de facilitateur des organisations partenaires dans un mouvement global de partenariat avec la société civile, le gouvernement et le secteur privé.

C'est dans ce cadre que CARE Burundi a noué un partenariat avec la COCAFEM/GL depuis 2016 pour la mise en œuvre de sa composante plaidoyer de son initiative **EVERY VOICE COUNTS** (EVC) financé par le Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères au travers de CARE Nederland.

L'objectif global est d'assurer que d'ici 2020, la voix et l'autonomisation de 25 600 femmes et filles vulnérables est augmentée pour atteindre le processus de gouvernance plus inclusifs et efficace en provinces de Gitega, Muyinga et Kirundo.

Contexte EVC :

- Gouvernance politique (Afghanistan, Burundi, Pakistan, Rwanda, Somalie et Soudan)
- Faible participation des groupes vulnérables (femmes, filles) dans les processus de décisions (Exclusion)
- Existence des lois/politiques favorables mais pas bien connues, appliquées
- Existence des VSBG malgré beaucoup d'interventions : Exclusion de la femme dans le processus de décision (ménage,...)
- OSC pas très focalisés, quelques fois polarisés
- Médias pas très sensibles aux problèmes et intérêts des femmes et filles

Thème central EVC :

« Participation des femmes et filles vulnérables dans les processus de prise de décisions pour un développement communautaire inclusif et durable (une attention particulière sur la RCSNU 1325).



Photo formation des dirigeants communautaires sur les droits des femmes par la COCAFEM/GL à Giteranyi en Province de Muyinga

Approches EVC :

- Nawe Nuze
- Carte score communautaire
- Renforcement (formations/encadrement) de : Structures communautaires (Abatangamuco, clubs de paix et autres OSC,...), autorités publiques, des femmes et des filles vulnérables sur : la gouvernance inclusive, les droits des femmes
- Création des espaces de dialogue/négociation entre les détenteurs de pouvoir, les femmes, les filles et la société civile
- Plaidoyer : local, national et régional

D'où le résultat ultime est que l'Augmentation des capacités locales de plaidoyer et lobbying afin que les femmes et filles soient renforcées pour influencer les décisions qui les affectent afin d'aboutir à :

- Des mécanismes effectifs de monitoring de la participation de la femme
- L'intégration du genre et des VBG dans les plans de développement
- Des services financiers adaptés aux femmes et filles vulnérables
- L'adoption de la carte de score communautaire comme mécanismes de dialogue et feedback par l'administration.